

# La résurgence du besoin d'éthique

Autor(en): **Cotta, Alain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **50 (1992)**

Heft 4

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140144>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## LA RÉSURGENCE DU BESOIN D'ÉTHIQUE

Alain COTTA  
*professeur*  
*Université de Paris IX*

Dans les sociétés occidentales développées, de nombreux phénomènes manifestent la résurgence d'un besoin d'éthique qui ne s'était pas exprimé depuis longtemps dans les pratiques et les sciences sociales.

L'évacuation totale des préoccupations morales dans les sciences sociales s'est accélérée depuis le début du siècle à un point tel qu'il était devenu, ces dernières années, incongru de faire la moindre place au bien et au mal, au droit et au devoir. Cette expulsion de la morale ne fut jamais aussi rapide et définitive que chez les économistes et les sociologues. A cette évolution des justifications multiples, les unes explicites les autres implicites, qu'il convient d'examiner avec quelques soins.

Les arguments qui ont été avancés pour bouter hors du champ de la réflexion scientifique les considérations morales ont été d'autant plus explicites qu'ils étaient présentés pour établir avec force les limites même de ce champ. Les sciences sociales se sont largement fondées sur le meurtre de l'éthique, renouvelant, d'une certaine façon, la relation entre la violence et le sacré dont René Girard a fait un des moments exceptionnels de l'histoire des sociétés qui nous ont précédé. En accusant la science et la technique d'être devenues une idéologie, Habermas tient le même langage en plaçant cette substitution au cœur même de notre système social. Une fois encore, l'histoire vient de justifier le jugement de ceux qui voient dans l'évolution des méthodes scientifiques et plus particulièrement de leur paradigme la révélation par excellence des mutations sociales. Si nous acceptons - et il est vraiment difficile de faire autrement - cette idée imposée par Michel Foucault selon laquelle toute transition sociale s'imprime dans la paradigme scientifique, la période que nous vivons pourrait bien être une nouvelle transition.

Faute sans doute d'un nouveau Descartes, cette nouvelle méthode scientifique n'a pas reçu la publicité qu'elle méritait. Plusieurs arguments ont été successivement présentés pour justifier l'évacuation de considérations morales dans les sciences sociales, qu'il s'agisse d'expliquer les comportements et leur histoire, de les prévoir et de les modifier.

Il y a un argument qui est sans doute le plus ancien et d'apparence le plus justifié. Il s'agit de l'opposition vieille comme la philosophie entre l'objectif et le subjectif. Puisque la science cherche à "comprendre" le monde, il faut, d'abord, que le scientifique soit lavé de tout soupçon, en particulier celui d'interposer entre ce monde et lui-même le filtre déformant de ses propres préférences morales. Point de science sans conscience, certes, mais point de conscience autre qu'interrogation, réflexion et réponse mise au préalable à l'abri de toute inclination personnelle de nature proprement morale. Pour être, la science doit être amoral. La morale, disait Rimbaud, est la faiblesse de la cervelle.

La diversité de morales prolongeant celle de religions justifie, d'ailleurs, cette position méthodologique. Il y a dans toute éthique, et plus encore dans l'adhésion de tout individu dans l'une d'entre elles, trop de raisons purement circonstancielles, le moment, le lieu et la famille de naissance, et culturelles pour ne pas mettre définitivement à l'abri la réflexion scientifique de ces considérations purement personnelles et historiques. Tout au contraire, se justifie, quelle que soit la discipline scientifique, la volonté de trouver des invariants autour desquels établir un mode de connaissance, donc d'actions, qui résistent au temps et à l'impondérable. Même si cette ambition a fini par se tempérer en reconnaissant qu'il n'est d'invariant que provisoire, l'un des acquis désormais définitif de l'épistémologie consiste à ériger le paradigme, cette façon de voir le monde des scientifiques, comme lié à l'histoire certes mais indépendant de toute considération proprement morale à moins que la morale elle-même, partie intégrante du paradigme, n'en subisse les vicissitudes. Ainsi, Michel Foucault dans "les mots et les choses" montre comment les paradigmes évoluent, simultanément dans plusieurs sciences sociales, de façon tout à fait indépendante de toute morale. Et pourtant, l'époque où s'opère la plupart des façons de voir le monde baignait dans la religion et la morale infiniment plus qu'aujourd'hui. Quelles que soient les tentatives de réconcilier science et foi, vérité du monde et pouvoir des Dieux, il est difficile de ne pas être sensible à ce que Michel Foucault nous décrit comme la césure profonde de l'évolution des paradigmes au XVIII<sup>e</sup> siècle, soit la fin du temps de la représentation animée par les Dieux et l'avènement du temps de la ruse, de la technique, de la volonté de comprendre pour transformer le monde. Perdant lentement ses racines divines, la morale quittant elle-même le temps de la représentation, perd en force et en légitimité et plus encore en intériorité. Lorsque les neuropsychiatres découvrent, aujourd'hui, que les activités scientifiques et l'activité morale impliquent l'excitation de deux zones complètement différentes de notre cerveau, l'une mammiférienne, l'autre limbique, ils ne font que donner à la science l'occasion de justifier sa volonté d'indépendance.

A cette indépendance, l'activité scientifique trouve une raison dont le prosaïsme ne diminue pas le poids, tout au contraire. Point de compréhension, en effet, qui ne soit directement soumise à l'exigence du positivisme. Point de connaissance qui ne finisse par déboucher sur l'action et qui ne soit heureuse de justifier de son pouvoir en rendant la prévision possible. A la différence de la dépendance morale, la sujétion utilitaire est na-

turelle. Il ne fut jamais de "savant" qui n'ait dû nourrir - même mal - la collectivité qui l'abrite et qui n'ait dû justifier son entretien par une compréhension du monde qui ne saurait demeurer de nature purement spéculative. Aujourd'hui que l'activité scientifique implique une vaste communauté dotée de moyens matériels considérables, cette dépendance est devenue quotidienne. Il faut que les chercheurs "trouvent", au moins quelques-uns et au bout d'un certain temps.

Or, qui dit prévision dit action, dit paradigme ou théories où les concepts soient quantifiables, suffisamment en tout cas pour que l'action elle-même puisse être définie dans son quantum, que ses résultats puissent faire l'objet de prévisions lesquelles, comparées aux résultats de l'action, permettent de salutaires corrections. A cet égard, la méthode expérimentale ne fait que traduire l'exigence positiviste et justifie la volonté de quantifier. La dureté des sciences ne se juge-t-elle pas seulement au fait que leurs concepts centraux se prêtent à la mesure?

On comprend alors la réserve sinon la méfiance qui s'attache, dès qu'il s'agit des sciences du vivant, à tout espèce de considération morale. Pendant très longtemps d'ailleurs, la césure fut totale entre les sciences de l'homme, considéré depuis Descartes comme le seul animal pensant, et toutes les autres interrogations sur les innombrables manifestations de la vie. Le développement de la biologie se poursuit dans l'attrance de l'univers sans morale des molécules. Lorsque la cellule apparaît, comme celle du protozoaire, "capable de comportement", elle se voit dotée d'une finalité sans contenu moral. L'éthologie ne faillit pas à la règle. Les animaux aiment, haïssent, se rapprochent, se combattent sans que nous ne songions à leur attribuer un quelconque système de valeurs autre que la conservation de leur espèce.

A partir du moment où il s'agit de "l'homme", avec l'économie, la sociologie, l'ethnologie, cette mutilation devient évidemment impossible mais la pénétration de la morale dans le champ des paradigmes rend toute métrique suspecte et, même, impossible. La frontière passe quelque part à l'intérieur des sciences économiques, tendues comme un faisceau de cordes vibrantes fixées, à une extrémité, à des représentations formelles en attente d'une mesure qui constitue l'économétrie et, pour l'autre, à l'éclairage des influences exercées par des comportements dont les légitimités viennent du plus profond de nos circuits cérébraux et notre très lointaine phylogénèse. En fait, depuis près de deux siècles, l'*imperium* de la science physique, de ses représentations successives et, surtout, de sa métrique, rend le scientifique extrêmement réservé à l'égard de tout discours moral. A l'intérieur même de cette corporation, il est mal venu d'énoncer ses propres préférences ainsi que d'éclairer celles des autres moins par pudeur que par crainte de voir son statut scientifique s'offrir de pareilles libertés.

L'exigence de la métrique n'est que l'une des conditions d'être du positivisme. Le déterminisme en est une autre, sinon celui de Laplace qui ferait de la composition des Noces de Figaro le résultat inéluctable de la dynamique entrechoquée de quelques parti-

cules mais simplement celui qui permet à l'Homme d'atterrir sur la lune, c'est-à-dire de savoir quels moyens utiliser pour atteindre un objectif. Là encore, dès que l'on pénètre le vivant et l'humain, une difficulté considérable surgit si l'on introduit des préoccupations éthiques. Il s'agit du traitement d'un système, quel qu'il soit, tendu vers plusieurs objectifs. Si nous savons, en effet, à peu près maîtriser les processus dynamiques à objectif unique, nous savons, aussi, que la pluralité des objectifs nous laisse impuissants. L'indéterminisme devient la règle que, seule, peut réduire une pondération donnée des objectifs. Or, nous avons tous plusieurs objectifs moraux entre lesquels nous passons notre temps à composer. Peut être même que la pondération de nos objectifs est elle-même le résultat de notre adaptation à un environnement physique et social qui ne cesse de se modifier sans que nous n'y puissions grand chose sinon, justement, à nous "faire courage" comme le voulait Marcel Pagnol.

La considération de la morale conduit alors à reconnaître l'existence de cette espèce de positivisme de second ordre - ou de *second best* - indissociable d'un comportement d'adaptation, sans doute beaucoup plus fondamental, à qui veut expliquer l'évolution de nos sociétés que cette volonté de maximiser ou d'optimiser quoi que ce soit qui nous vient de la physique et s'est, certes, avérée absolument indispensable à la maîtrise de notre univers matériel mais aura totalement échoué dans les sciences humaines. Ainsi l'introduction de la morale dans ces sciences s'impose-t-elle aujourd'hui comme une nécessité d'ordre méthodologique.

Cette exigence de méthodes se serait manifestée depuis longtemps s'il n'existait pas à l'évacuation de l'éthique dans les sciences sociales une autre raison, beaucoup moins consciente, mais qui n'en a que plus de force. Il s'agit du soubassement moral hérité de la naissance des religions monothéistes qui, voici près de 20 siècles, a embrasé le pourtour méditerranéen en fondant ce qu'il convient d'appeler la civilisation judéo-chrétienne. La Réforme n'a rien modifié de fondamental au système de valeurs qui est commun aux trois religions - et, dans une certaine mesure, à la quatrième l'Islam - et qui pour les trois premières justifie la volonté d'œcuménisme. Que la morale protestante soit plus favorable aux entrepreneurs ainsi que l'a suggéré Weber, que la morale catholique soit plus réservée à l'égard des marchands et que la morale juive, issue d'une religion plus abstraite, soit plus spontanément tournée vers les activités marchandes et intellectuelles constituent des différences bien négligeables comparées à l'adéquation de ces trois moments de la pensée religieuse au développement et à l'état actuel des sociétés développées.

Au niveau de la richesse qui est le leur, ces sociétés vivent dans un système de valeurs très voisin où la famille, la Nation, l'entreprise et la religion définissent un même ensemble de rôles pour tous les individus. Certains mêmes, on le sait, viennent de prétendre que cette communauté de valeurs définissait un consensus social tel que l'on pouvait évoquer la fin de l'histoire. L'ordre social fait taire à peu près toutes les inquiétudes et d'abord toutes celles propres à la démarche scientifique. Qu'importe que les sciences

sociales excluent la morale du champ de leur investigation et de leur représentation si les sociétés vivent en paix sinon dans la joie. L'homme dans la lune, en même temps qu'assuré contre les coups du sort à commencer par la maladie, fait reculer toute anathème. Mais que cet ordre soit troublé, que les sociétés commencent à trembler sur leur base et voici que la morale reprend ses droits en sommeil.

\*

Tel est bien l'enjeu essentiel du temps présent où l'on voit bien que toute l'évolution sociale est commandée par le lent délitement des institutions sur lesquelles reposait l'ordre consensuel des sociétés occidentales.

La régression du rôle joué par *la famille* a commencé il y a plus de trente ans. Les deux origines de cet effacement sont aussi bien connues qu'acceptés sans le moindre antidote. L'émancipation féminine, d'abord, étroitement liée à la généralisation des activités économiques du second sexe, elle-même indissociable d'un progrès technique qui a rendu possible l'abandon partiel par la femme et la mère de famille de son domaine historique réservé et aura rendu ce départ désiré sinon nécessaire dans la mesure où, seul, un second revenu familial permettait l'acquisition de tous les biens d'usage modifiant de fond en comble les conditions même de l'entretien de la famille, le rendant pour partie marchand et transformant ainsi totalement la vie familiale elle-même.

Cette évolution aurait sans doute présenté des effets limités si le progrès technique, toujours lui, n'avait, dans le même temps où il mécanisait les travaux d'intendance domestiques, modifié pour toujours la relation entre l'homme et son environnement social en lui proposant cet artefact, ô combien révolutionnaire, qui se nomme le poste de télévision. La durée moyenne où cet engin sollicite, aujourd'hui, le regard du citoyen américain, français, italien ou suisse est de l'ordre de six heures. Il est désormais proche de la durée du travail et du sommeil si bien que l'évolution actuelle se poursuivant, en moins d'une génération, l'individu vivra, à quelques fluctuations près durant son cycle de vie, en trois temps: télé-boulot-dodo. Les effets d'une telle modification de la relation homme-environnement, en particulier durant son enfance et son adolescence, apparaissent considérables.

La télévision est devenue en moins d'une génération une des trois écoles à laquelle appartient tout enfant. La concurrence qu'elle exerce sur les deux autres systèmes d'enseignement traditionnel que sont la famille et l'éducation publique est dévastatrice. Rien ne peut, en effet, empêcher la communication télévisée de s'ajuster au niveau médian de ses spectateurs et de rechercher, de façon systématique, à approcher le regard par le spectaculaire et le scandaleux, de faire de l'excitation et de la violence une arme permanente de cette concurrence. Comme tout media, les "producteurs" de messages télévisés ne font que s'adapter à une demande spontanée contre laquelle allait justement l'éducation familiale et scolaire. L'être humain n'éprouve pas spontanément le besoin d'apprendre; il ne paraît non plus avoir besoin de suivre toutes les normes sociales qui lui

sont justement inculquées au nom d'impératifs moraux, la tolérance, la politesse, la reconnaissance d'autrui.

La régression forcée de l'influence de l'éducation familiale se manifeste très clairement dès les premiers temps de l'école. Tout enseignant de maternelle voit immédiatement la différence entre les enfants encore éduqués à l'intérieur de la famille et ceux que l'on appelle désormais les "petit-télé". Faire quelques allusions enthousiastes à la télévision dite éducative ou aux chaînes culturelles ne saurait empêcher qu'en tout pays du monde l'audience de ces fameux messages cultivés ne dépasse guère un pour cent des spectateurs potentiels. Ainsi, la morale véhiculée à l'intérieur de la cellule familiale, bâtie essentiellement autour des valeurs d'autorité acceptée, d'étroite solidarité entre ses membres, d'obligations alimentaire et affective, s'est trouvée battue en brèche par un flux continue d'images télévisées faisant la part beaucoup plus belle à l'individualisme (devenu naturellement méthodologique dans les sciences sociales) quand elles ne présentent pas, avec le succès que l'on sait, l'organisation familiale comme le siège privilégié des rancœurs, de la haine, de l'envie et autre jalousie.

*Un second recul, au moins aussi net que celui de la famille, concerne l'Etat-Nation.* Pour au moins deux raisons, l'une fondamentale et, l'autre, circonstancielle, l'effacement de l'Etat s'est accéléré ces dernières années au point de concerner toutes les organisations publiques.

La raison de fond procède de l'accroissement continu et sans précédent historique du niveau de vie et de fortune dans les sociétés occidentales. Le quadruplement de la richesse individuelle en moins d'une génération constitue la principale raison d'être de la montée de l'individualisme. Déjà dans le passé, les "bourgeois" étaient plus repliés sur eux-mêmes que les prolétaires. La solidarité humaine procède le plus souvent de la nécessité d'aménager les contraintes. Lorsque s'éloigne le danger de la famine, de la piraterie et de toutes les autres formes de violence, l'individu respire mieux, de plus en plus pour lui-même et de moins en moins pour les autres. Aussi distend-il sans même s'en apercevoir ses relations avec toutes les organisations sociales autres que celles qu'il choisit et, parmi celles qu'il subit, avec les organisations politiques.

Cette tendance de long terme a connu, il y a vingt ans, à l'occasion des "incidents" pétroliers, une accélération provoquée par le sentiment d'un déterminisme économique qui s'imposait à la liberté affichée dans la diversité des programmes politiques. Partout, des politiques assez voisines, devenues, d'ailleurs, pour la plupart dogmatiques ces dernières années, ont accredité chez le citoyen le sentiment qu'émettre ses préférences collectives par l'intermédiaire d'un bulletin de vote ne servait plus à grand chose puisqu'en définitive, le pouvoir institué, quelqu'il soit, parlerait de manière égale des mêmes contraintes, des mêmes nécessités, des mêmes sacrifices et des mêmes ajustements.

Aussi, une fois de plus à l'instar de la société américaine, la plupart des pays occidentaux ont connu un continuel et profond retrait des instances politiques traditionnelles

dans notre démocratie. Le parti politique le plus important s'affirme, aujourd'hui, comme celui des abstentionnistes au point que certains évoquent l'éventualité de la fin, non de l'histoire, mais de notre système politique.

Cette dérégulation du politique ajoute à l'affaiblissement de l'éthique. Le retrait de l'Etat, comme celui de la famille, accroît le discrédit dont souffre toute forme d'autorité, fut-elle la plus justifiée, qui s'exerce au nom de l'intérêt collectif. Les coups portés à la Nation aussi bien par la résurgence du régionalisme que par la constitution des pouvoirs politiques supranationaux accompagnent et même accélèrent ces derniers temps l'affaiblissement des Etats-Nations qui ont fait l'histoire de ces deux derniers siècles. La controverse qui naît, aujourd'hui, en France, sur l'opportunité de modifier le texte des couplets de la Marseillaise révèle l'étendue en même temps que l'ambiguïté de l'évolution qui emporte l'éthique associée au politique. Si, vraiment, les guerres entre vieilles Nations, au moins européennes, ont à jamais pris fin, si le chemin emprunté par les décisions qui modifient notre vie quotidienne ne cesse de s'allonger au point que nul ne pourra plus identifier qui le gouverne, si la monnaie, elle-même, se transforme en un bon d'échange généralisé dont on ne sait plus qui l'émet et pourquoi, comment faire grief à l'individu de ce nouvel âge de ne plus voter et de considérer qu'il n'a plus à supporter le coût de l'intériorisation des règles morales.

Que les autorités politiques vidées de tout âme, de toute affectivité, de toute légitimité historique, de tout souvenir assurent l'ordre moral. Que chacun s'en remette en définitive à un choix de nature politico-économique qui consiste à déterminer la part qui revient à la police dans l'affectation de nos ressources. N'en était-il pas déjà le cas au Moyen-Age où la place de la police, du Roi, des Evêques, des communes libres était beaucoup plus importante qu'aujourd'hui? En fait de fin de l'histoire, ne retournons-nous point tout simplement au Moyen-Age, à un nouveau Moyen Age où les nouvelles classes moyennes envahissantes auraient tout simplement pris la place des paysans et autres manants.

*On pourrait, à coup à peu près sûr, l'affirmer s'il ne fallait pas ajouter au retrait de la famille et de l'Etat-Nation celui de la religion.* Quelles que soient les préventions que l'on puisse avoir à reconnaître le phénomène, quelles que soient les multiples raisons, souvent personnelles, pour le regretter, cette seconde moitié du siècle oblige à observer l'intime relation existante entre l'intensité du sentiment religieux et le niveau de développement.

Le progrès technique porte en lui la mort des religions. Certes, celles-ci peuvent évoluer comme on le voit aux Etats-Unis où apparaissent toute sorte de croyances, appelées, hâtivement, "religions nouvelles". Quels que soient ces pauvres surgeons actuels, l'affaiblissement du sentiment religieux s'est poursuivi sans discontinuité depuis le début de la révolution industrielle en s'accélégrant brutalement ce dernier demi-siècle. Qu'il s'agisse du nombre des pratiquants, de conviction ou de rituel, qu'il s'agisse de



l'imprégnation religieuse des modes de vie et de culture, qu'il s'agisse surtout de la présence d'un quelconque Dieu tutélaire au centre ou, même à la périphérie, de notre éthique, le caractère destructeur de la richesse sur la religion s'est établi avec d'autant plus de force que la persistance de la pauvreté explique à l'évidence, l'extrême vivacité de l'Islam.

Le retrait progressif de la religion chrétienne s'est accompagné très récemment de l'éclatement d'un empire soviétique aux effets, encore largement imprévisibles, du retour d'une bonne moitié du continent européen à un état proche de celui qui existait à la fin du siècle dernier. Que le désordre s'installe pour longtemps dans cette partie du monde n'aurait, à vrai dire, que des effets, somme toute, très relatifs.

En revanche, les effets d'ordre moral apparaissent, eux, incalculables. L'empire soviétique s'était, en effet, bâti, à l'exemple du XVIII<sup>e</sup> siècle, sur le sabre et le goupillon, sur l'armée soviétique et la doctrine marxiste, dont le contenu éthique était au moins aussi fort que la religion chrétienne dans la philosophie politique dite de droit divin. En actes, le marxisme fut une basse police veillant à l'affirmation de privilèges. En parole, il demeurait l'affirmation que l'homme pouvait vivre sans être exploité par l'homme, qu'une transformation profonde de cet homme était possible au sens finalement très chrétien où les valeurs d'amour, d'amitié, de solidarité, de réduction des inégalités pouvaient, en trouvant niches en nos cœurs, enfoncer loin leurs racines dans le sol social. La disparition brutale de cet empire, le fait que son metteur en scène burlesque, Monsieur Gorbatchev, fait, aujourd'hui, la queue à la cantine d'un Institut de circonstance ou que les savants atomistes se vendent aux plus offrants des apprentis criminels de guerre, pèsent peu, pour le siècle à venir, comparé aux effets implosifs de la disparition totale d'un espoir semblable à celui du christianisme et plus mobilisateur encore, ayant eu pour lui l'avantage de la jeunesse.

Voici, donc, qu'en même temps que les religions monothéistes regressent, la morale marxiste s'est volatilisée. Plus de branches donc où accrocher son attirail de devoirs et d'obligations, plus de raisons de résister au penchant naturel d'un narcissisme qui s'alimente à l'éloignement des contraintes économiques et qui débouche sur toutes les formes d'agressivité, donc, sur l'évacuation de la morale personnelle.

\*

Toutes les institutions qui enracinaient notre morale individuelle ont vu leur raison d'être lentement dissoute par un progrès technique dont on devrait commencer à apercevoir, si nous ne voulions pas continuer à être aveugle, l'inéluctable issue. Il paraît, en effet, que deux voies s'offrent, aujourd'hui, à l'espèce humaine.

Ou bien retrouver son état traditionnel, assez proche en définitive du Néolithique, âge où les Dieux veillaient avec leur religion et s'imposaient à des "Rois" qui gouvernaient leurs sujets d'autant mieux que ceux-ci étaient soumis à une contrainte morale et à la peur des gens d'armes. Moment de l'espèce où la cohérence sociale s'abreuvait à ces

deux sources qui, pour jaillir en deux lieux très distants, ne s'alimentaient pas moins à un même fleuve souterrain. Moment où la vie, précaire, s'en remettait à toutes les polices pour mieux se conserver.

Ou bien la voie qui laisserait, dans quelques siècles, les historiens considérer le XX<sup>e</sup> siècle comme la véritable cassure entre le Néolithique et un autre monde. Il s'agit d'un itinéraire, tracé comme beaucoup d'autres, par un progrès technique qui, après avoir modifié nos bien d'usage, nos modes de production, nos modes de vie, notre culture, bref notre "façon d'être", en exerçant ses talents dans le monde des choses, de l'inerte, de la matière, le ferait désormais en mettant directement en question notre façon de penser. Les changements considérables qui viennent de s'opérer dans le domaine de la communication sociale constitueraient la transition vers une société où l'individu se déchargerait totalement sur les instances sociales de souci, de l'inconfort, bref du coût qui s'attache à toute forme de règle morale.

Du moins serions-nous limités à ces deux chemins s'il convenait d'accepter, sans la moindre hésitation, le caractère inéluctable d'une évolution où l'espèce toute entière serait emportée par ce que nous appelons le progrès technique. Mais cette fin de siècle voit se lever une autre éventualité qui jette troubles et doutes sur toute prédiction sociale.

Et si les riches que nous sommes étaients condamnés à rester minoritaires avec, autour de leurs remparts, une multitude toujours aussi pauvre, de plus en plus jalouse, animée, comme nous au bon vieux temps, par les incantations d'un Saint Bernard, impatiente de se jeter sur nos richesses, certaine que "Dieu le veut"? Nous serions alors bien forcés de nous redonner quelques fibres morales.

La morale serait-elle aussi loin du bonheur? Animal, l'homme ne serait-il social que contraint?

